

LE MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL
&
LE CENTRE INTERNATIONAL DES HAUTES ETUDES AGRONOMIQUES
MEDITERRANEENNES

**10^{ème} réunion des ministres de l'Agriculture des Etats membres
du CIHEAM**

**« La sécurité alimentaire durable en méditerranée : quelle situation et
quelles perspectives ? »**

Séminaire technique
Alger, les 04 et 05 février 2014

Dossier de presse
Cellule de communication-MADR

Séminaire technique (du 04 au 05 février 2014)

Communiqué de presse

Dans le cadre de la 10^{ème} réunion des ministres de l'Agriculture des Etats membres du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) sur la sécurité alimentaire durable en méditerranée, qui se tient du 04 au 06 février 2014, à Alger, le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, M.Fodil FEROUKHI, procédera, mardi 04 février 2014, à 13h00, à l'hôtel El Aurassi, à l'ouverture du séminaire technique sur le développement rural en Méditerranée.

Organisé par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural et le Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), ce séminaire –qui se tient les 04 et 05 février 2014– se déroulera avec la participation de chercheurs, d'experts nationaux et internationaux, ainsi que de représentants d'institutions et d'organisations internationales.

Ce séminaire, qui se propose d'explorer les dynamiques nouvelles qui vont dans le sens d'une nouvelle manière d'appréhender les territoires ruraux méditerranéens et leurs fonctions économiques, sociales et environnementales, s'articulera autour de quatre grands thèmes : (I) Les territoires ruraux face au défi de l'attractivité et de la compétitivité ; (II) Des territoires ruraux générateurs d'emplois et d'insertion sociale; (III) Diversité des territoires, diversité des agricultures, durabilité des ressources ; et (IV) Gouvernance des territoires ruraux et gouvernance territoriale de l'agriculture.

Le CIHEAM est une organisation intergouvernementale composée de 13 Etats membres : Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie.

Il travaille au service des Etats membres pour promouvoir la coopération multilatérale en méditerranée dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, des territoires ruraux et de l'environnement, dans l'objectif de répondre aux besoins de développement dans la région.

PRESENTATION DU CIHEAM

CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ETUDES AGRONOMIQUES MEDITERRANEENNES

Un organisme intergouvernemental à vocation régionale méditerranéenne dans le domaine de l'agriculture.

Historique :

Crée en 1962 sous l'égide de l'organisation de coopération et de développement en Europe (OCDE) et du Conseil de l'Europe, le CIHEAM a pour objet de donner un enseignement complémentaire tant économique que technique et de développer l'esprit de coopération international parmi les cadres de l'agriculture des pays membres, conformément à ses statuts.

Cette organisation intergouvernementale rassemble actuellement 13 pays méditerranéens : Albanie, Algérie, Egypte, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Espagne, Tunisie et Turquie ainsi que la FAO et la Commission Européenne qui participent comme observateurs au Conseil d'administration de ce Centre.

L'accord de création stipule que le Centre a pour objectif de «donner un enseignement complémentaire tant économique que technique et de développer l'esprit de coopération internationale parmi les cadres de l'agriculture des pays méditerranéens ».

La mission :

La mission permanente du CIHEAM, telle que stipulée par l'accord de 1962, est d'être un outil de coopération entre les pays de la Méditerranée dans les domaines de la formation agronomique post-universitaire et la promotion de la recherche agronomique en réseaux coopératifs.

Le CIHEAM est une organisation régionale intergouvernementale chargée de promouvoir le développement de l'agriculture et de l'économie rurale auquel se rattachent nombreuses activités économiques parmi lesquelles en premier lieu l'industrie agro-alimentaire, mais également des problématiques particulièrement sensibles dans la région, comme celles relatives à la sécurité alimentaire, à l'utilisation des ressources naturelles, à la protection de l'environnement, aux politiques agricoles et de développement rural.

Le CIHEAM contribue en outre :

- A la réalisation d'études, de séminaires, de colloques et d'ateliers de travail centrés essentiellement sur des problématiques méditerranéennes ;
- Au dialogue et à la coopération pour le développement agricole et alimentaire par des ressources documentaires (publications...) ;
- A fournir des informations, analyses et données sur les dynamiques agricoles à travers l'observatoire méditerranéen ;
- A réunir autour de thèmes généraux pour l'avenir méditerranéen, les ministres de l'Agriculture de ses pays membres, à l'effet de construire des approches partagées et des références communes.

Les moyens d'action :

Le CIHEAM est actuellement doté de quatre Instituts Agronomiques Méditerranéens (IAM):

- L'IAM de **Bari** (Italie) et L'IAM de **Montpellier** (France), ont été créés dès l'origine du Centre en 1962.
- L'IAM DE **Saragosse** (Espagne) a été accrédité comme établissement du Centre en 1969.
- L'IAM de **Chania** (Grèce) a été créée en 1983.

Ces Instituts opèrent en étroite coopération avec les institutions de formation et de recherche des pays méditerranéens partenaires, en vue de dispenser, suivant leurs spécialisations propres, un enseignement de niveau post-universitaire, original et complémentaire par rapport aux enseignements impartis dans les institutions nationales, pour la formation et le perfectionnement des cadres techniques et scientifiques de l'agriculture. Ces instituts constituent également les instruments actifs de la promotion de la recherche agronomique à travers les réseaux coopératifs qu'ils organisent et animent, ainsi que par leurs propres laboratoires de technologie avancée.

Les principaux axes d'activités du CIHEAM :

- ⇒ Gestion des ressources naturelles et protection de l'environnement.
- ⇒ Amélioration des techniques de production végétale et animale.
- ⇒ Développement rural et sociétés rurales.
- ⇒ Politiques agricoles et alimentaires.
- ⇒ Gestion des entreprises agricoles et agro-alimentaires.
- ⇒ Science de l'alimentation.

Coopération Algérie-CIHEAM :

L'Algérie est membre de cette institution depuis 1986 et bénéficie par conséquent des activités de formation et de recherche dispensées par les 04 instituts (Instituts Agronomiques Méditerranéens –IAM) composant cette institution : Bari (Italie), Chania (Grèce), Montpellier (France), et Saragosse (Espagne).

Représenté régulièrement aux réunions du Conseil d'Administration par le biais de son délégué, l'Algérie collabore également aux manifestations internationales organisées par le CIHEAM, notamment les réunions des Ministres de l'agriculture des pays méditerranéens membres.

Dense et diversifiée, la coopération entre l'Algérie et le CIHEAM s'étend sur plusieurs domaines.

Formation de longue durée au profit des cadres relevant des structures du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, dans les domaines liés : au développement territorial et projets ; la gestion agricole des territoires ; l'économie et la gestion du développement agricole ; l'amélioration génétique végétale ; la gestion de la qualité alimentaire ; la gestion environnementale et agricole ; la biotechnologie et génétique en horticulture ; la protection intégrée des cultures ; le développement durable de l'agriculture et l'agriculture biologique. Dans ce cadre, on compte quelque 293 cadres ayant bénéficié de formation de longue durée, durant la période 1995-2012.

Formations de courte durée : stages, cours brefs et séminaires (période 1995 à 2012) : 521 cadres bénéficiaires. Ces formations ont porté notamment sur : le développement rural ; la gestion environnementale ; la gestion de projets ; le marketing des produits locaux ; la nutrition animale ; la géo information dans la gestion environnementale ; la gestion des politiques agricoles ; la certification végétale ; la gestion du sol et des ressources hydriques.

Formation de producteurs au profit de la Chambre Nationale de l'Agriculture (CNA) dans le domaine des pépinières arboricoles.

- Participation d'experts et chercheurs algériens aux activités scientifiques : en collaboration avec des groupes de travail coordonnés par les IAM (Bari notamment)
- Participation de cadres des instituts techniques aux réseaux de recherche des IAM,
- Participation du délégué de l'Algérie aux réunions du Conseil d'Administration du CIHEAM,
- Participation de Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural aux réunions périodiques engageant l'avenir de la Méditerranée.

D'une manière générale la coopération a porté sur des domaines importants tels que : Irrigation, Protection des végétaux, Arboriculture fruitière, Agriculture biologique et le développement rural.

Développement rural en Méditerranée

Au long des dernières décennies, les espaces ruraux, leur perception et les politiques de développement qui en découlent ont subi une évolution qui, aujourd'hui, s'ouvre sur ce qui pourrait être une nouvelle révolution qui réhabilite le «fait territorial».

L'adoption de l'approche territoriale dans les politiques de développement rural vise à réaliser de multiples objectifs. Il s'agit notamment de : résoudre les problèmes de marginalisation résultant des processus de la mondialisation de l'économie, assurer la cohésion sociale et lutter contre les inégalités dans la répartition des ressources entre les territoires, promouvoir une nouvelle gouvernance plus participative, plus inclusive et au final plus efficiente et plus citoyenne.

Redonner du sens au territoire, c'est redécouvrir les territoires ruraux, leur potentiel économique, leur valeur environnementale, leurs fonctions à l'articulation des réseaux urbains et métropolitains, leur capacité à renforcer la sécurité alimentaire des populations et à lutter contre les phénomènes de pauvreté ou d'exclusion sociale.

La prise en compte par les décideurs politiques du développement rural se généralise et, fait notable, s'affirme par le biais de la formulation et de la mise en œuvre de stratégies explicites de développement des territoires ruraux qui viennent en complément de stratégies agricole et de développement local.

C'est le cas de l'Algérie qui conduit depuis 2008 une politique ambitieuse de «Renouveau rural» relayée par le «Renouveau agricole et rural» qui sera consolidé dans le cadre de la préparation de la programmation 2015 -2019. Cette dernière vise à l'amélioration des conditions de vie des populations ainsi que la protection et la valorisation des ressources naturelles, à travers une approche participative et ascendante des Projets de Proximité de Développement Rural Intégré (PPDRI).

Le Maroc, après avoir élaborée, en 2000, une «stratégie de développement rural à l'horizon 2020», et mis en place son Plan Maroc Vert en 2008, vient de créer une Direction du développement rural et des zones de montagne qui entend promouvoir une stratégie coordonnée du gouvernement en faveur du développement rural.

C'est le cas également pour l'Union Européenne (UE) avec l'initiative Leader, vieille de 20 ans, qui s'est progressivement enrichie et qui s'affirme aujourd'hui au travers du second pilier de la Politique Agricole Commune (PAC).

L'Union européenne – par la voie de son Commissaire à l'agriculture et au développement rural– à l'occasion du lancement de l'initiative Programme Européen de Voisinage pour l'Agriculture et le Développement Rural-ENPARD (European Neighbourhood Programme for Agriculture and Rural Development), en a fait une des priorités possibles du partenariat avec la Méditerranée en considérant que «dans le monde d'aujourd'hui, le Rural et l'Agriculture doivent être perçus comme un potentiel à mettre en valeur et non pas comme un frein au développement».

Et ce sont aujourd'hui six pays «pilotes», l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Liban, la Jordanie et l'Egypte, qui ont souhaité répondre positivement à cette offre européenne de partenariat sur l'agriculture et le rural.

Dans les pays du Nord de la Méditerranée, les dynamiques d'exode rural, accélérées par les processus d'industrialisation et d'urbanisation, ont conduit à l'adoption progressive de politiques visant à revitaliser les territoires ruraux pour maintenir les populations résiduelles, avant d'avoir l'ambition plus récente de les rendre attractifs pour de nouvelles populations d'origine urbaine.

Dans la rive Sud de la Méditerranée, les zones rurales n'ont jamais été autant peuplées que de nos jours. Malgré l'exode rural et l'explosion urbaine, la population rurale continue de croître au Maghreb et au Proche-Orient. Au final, c'est encore un tiers de la population qui habite les espaces ruraux et la question de la création d'emplois, notamment pour les jeunes actifs, y occupe une place centrale.

Objectifs du séminaire :

Le séminaire se propose d'explorer les dynamiques nouvelles qui vont dans le sens d'une nouvelle manière d'appréhender les territoires ruraux méditerranéens et leurs fonctions économiques sociales et environnementales, au travers de l'analyse de quatre grands thèmes :

1. Les territoires ruraux face au défi de l'attractivité et de la compétitivité

Face à l'écart de développement existant entre le monde urbain et le monde rural, des politiques d'aménagement, de développement régional et local sont aujourd'hui mises en œuvre pour améliorer la qualité de vie des populations (eau, électricité, éducation, santé, habitat, etc.) et rendre aux territoires ruraux leur compétitivité par le développement des infrastructures économiques et des services.

2. Des territoires ruraux générateurs d'emplois et d'insertion sociale

Les stratégies de développement rural rénovées visent de plus en plus à générer des emplois dans les territoires ruraux, à attirer des populations nouvelles et à assurer aux populations résidentes une bonne intégration sociale. Les stratégies fondées sur la mobilisation de toutes les ressources du territoire -installation de jeunes agriculteurs, orientation vers des productions à haute valeur ajoutée, tourisme rural et écologique, nouveaux métiers ruraux liés à la préservation de l'environnement, des patrimoines matériels et immatériels, etc.- sont ainsi appréhendées comme autant d'instruments de la diversification des économies rurales, d'amélioration de l'emploi et des revenus des populations rurales vitales pour l'avenir des espaces ruraux.

Une des expressions de l'agriculture territorialisée est représentée par le développement de produits locaux de haute qualité, typiques de la diète méditerranéenne. Leur production et leur valorisation présentent des externalités positives en termes d'emploi, de lien social, de

sauvegarde de l'environnement et des ressources naturelles. L'accès aux marchés de ces produits par la création d'une marque collective conçue comme un instrument de promotion des produits alimentaires méditerranéens doit être considéré comme un enjeu à concrétiser dans les politiques publiques de développement de la Méditerranée.

3. Diversité des territoires, diversité des agricultures, durabilité des ressources :

Les progrès dans le développement de l'agriculture se sont fondés sur le modèle entrepreneurial et à une intensification peu respectueuse des ressources naturelles et trop négligente vis-à-vis des externalités négatives générées.

Aujourd'hui, de nouvelles orientations sont affichées pour lutter contre des déséquilibres dans l'état des ressources (eau, sols, biodiversité, forêts) qui se manifestent partout, et pour atténuer les tensions qui apparaissent en matière de changement climatique. Les politiques publiques affichées évoquent la mobilisation de techniques adaptées et de savoir-faire locaux favorisant la pérennité des ressources naturelles, la promotion de formes durables d'agriculture (de l'agro-écologie en particulier), le renforcement des formes familiales d'agriculture, la valorisation des aménités environnementales et paysagères des territoires ruraux ainsi que leurs capacités à améliorer la production de biens et services.

4. Gouvernance des territoires ruraux et gouvernance territoriale de l'agriculture :

La reconnaissance des statuts professionnels, dont celui d'agriculteur, la protection sociale des salariés agricoles et des femmes rurales en particulier, sont le garant d'une mise en capacité de ces acteurs à s'insérer dans l'économie et à participer pleinement à la vie publique locale.

Le renforcement des institutions et des organisations rurales apparaît également comme les fondements d'une bonne gouvernance, tout comme l'enrichissement des règles de décentralisation et de participation des communautés de base à la vie et à l'activité de leur territoire.

Et ce renforcement des capacités de gouvernance locale doit s'accompagner de la création de nouveaux outils collectifs de gestion et de protection des biens publics qui répondent aux enjeux de préservation des ressources naturelles.

Le Développement Rural en Algérie

Présentation de la politique de Renouveau rural

Les espaces ruraux jouent un rôle de premier ordre dans le développement de l'économie nationale et, partant, de l'amélioration de la sécurité alimentaire du pays.

Conscient du fait que : « le rural est synonyme d'avenir et de potentialités à découvrir et à valoriser » ; « Il n'y a pas de territoires sans avenir ; il n'y a que des territoires sans projets » ; « le développement ne peut être durable que s'il touche l'ensemble des territoires sans marginalisation ni exclusion » ; le gouvernement algérien a, depuis 2009, mis en œuvre la politique de Renouveau Rural avec, pour objectif initial, l'amélioration des conditions de vie des populations rurales – estimées à 13 millions d'habitants– tout en veillant à la préservation des ressources naturelles.

Le Renouveau rural, est en effet le deuxième volet du cadre stratégique de développement du secteur de l'agriculture et du développement rural qui, lui, est composé de trois volets : le Renouveau agricole, le Renouveau rural et le Renforcement des capacités humaines et d'assistance technique (PRCHAT).

Il est construit sur la base d'une approche novatrice du développement rural (les Projets de Proximité du Développement Rural Intégré, PPDRI) et cible prioritairement les zones où les conditions de production sont les plus difficiles pour les agriculteurs (montagnes, hauts plateaux, Sahara). Il vise à réinsérer, dans l'économie nationale, les zones marginalisées en mettant en valeur les ressources locales et les produits de terroir. Ces zones sont ainsi appelées à devenir une source potentielle d'exportations agricoles algériennes.

Pour concrétiser ces objectifs, le Renouveau Rural fera appel à deux outils : le Système d'Information du Programme de Soutien au Renouveau Rural (SI-PSRR) et le Système d'Aide à la Décision pour le Développement Durable (SNADDR). Pour l'utilisation de ces deux outils, il applique, selon le cas, l'une ou l'autre des deux approches suivantes : le Projet de Proximité de Développement Rural Intégré (PPDRI) ou le Projet de Proximité de Lutte Contre la Désertification (PPLCD), impliquant la prise en charge du développement local par les communautés rurales ciblées.

Le Renouveau rural s'appuie sur cinq programmes :

- la préservation, l'extension et la valorisation du patrimoine forestier national ;
- la protection des bassins versants;
- la lutte contre la désertification ;
- la conservation des écosystèmes naturels ;
- la mise en valeur des terres agricoles et forestières.

Aussi, le recentrage opéré pour la réussite du Renouveau rural repose sur quatre (04) thèmes fédérateurs :

- La modernisation des villages et K'sour pour l'amélioration de la qualité et des conditions de vie en milieu rural ;
- La diversification des activités économiques qui vise le développement de l'économie locale ;
- La protection et la valorisation des ressources naturelles;
- La protection et la valorisation du patrimoine matériel et immatériel par le développement des produits du terroir et la préservation des sites et Produits historiques et culturels.

L'intervention et l'implication de tous les acteurs concernés sur la base des préalables d'aménagement de l'espace et d'un diagnostic de territoire, indispensables pour une meilleure prise en charge des préoccupations des populations rurales, ont été parmi les priorités affichées par le secteur de l'agriculture et du développement rural.

Comme il a été également exigé au niveau local, la participation effective des ménages ruraux, des communautés rurales et des collectivités locales concernées à tous les stades de l'élaboration et de la mise en œuvre des actions et des projets de développement rural.

La mise en œuvre des différents programmes doit, tout en assurant la complémentarité, mettre en cohérence les différentes interventions des acteurs, matérialiser les actions et les opérations de développement dans un cadre concerté et fédérateur grâce notamment à l'implication des autres secteurs (Habitat, l'Energie, l'Education Nationale...) dont les missions et les programmes ont une incidence directe sur l'aménagement des territoires ruraux.

A cet effet, il est important de souligner le rôle des structures territoriales qui doit s'appuyer sur les compétences des espaces intermédiaires et fédérer l'ensemble des acteurs locaux pour une meilleure intégration des projets.

Par ailleurs, la démarche retenue pour les programmes de Renouveau rural reposant sur l'approche PPDR (Projets de Proximité de Développement Rural Intégré) et les PPLCD (Projets de Proximité de Lutte Contre la Désertification) ont fait l'objet de contrats de performance signés en janvier 2009 avec les wilayas pour la période 2009-2014.

Résultats de la mise en œuvre de la politique de Renouveau rural :

Point de situation établi en novembre 2013 (bilan 2009-2013) :

- 9203 Projets de Proximité de Développement Rural Intégré (PPDRI) ont été approuvés, et 7804 PPDRI lancés.

Ces réalisations sont réparties comme suit :

- 4 029 PPDRI lancés dans le nord du pays ;
- 2 929 PPDRI lancés dans les hauts plateaux ;
- 846 PPDRI lancés dans le sud du pays.

Ces projets sont actuellement mis en œuvre dans près de 7 627 localités rurales, situées dans 1.426 communes au bénéfice de plus de 1.031.000 ménages ruraux, pour une population de 5.4millions de personnes.